L’aide alimentaire européenne doit être reconduite !

"Alors que le nombre de pauvres dépasse aujourd hui les 8 millions de personnes, la situation de l emploi, aggravée par la multiplication de plans sociaux, laisse planer de fortes inquiétudes quant au chômage qui vient de dépasser le nombre de 3 millions de demandeurs dans notre pays.

Conséquence : à Allonnes, ville populaire de 11260 habitants, le nombre de chômeurs est passé de 842 en octobre 2010, à 927 en octobre 2011 pour franchir le seuil des 1008 demandeurs début octobre 2012, représentant 20,87% de la population active !

Que de souffrances, que de difficultés se cachent derrière ces chiffres froids et sinistres ! Pour de nombreuses familles, se tourner vers les associations caritatives qui distribuent une aide alimentaire devient le dernier recours face à la misère qui les submerge.

Or, l aide alimentaire européenne est doublement menacée : par la baisse des crédits alloués pour le programme d action contre la pauvreté 2014-2020 (360 millions à partager entre 27 Etats contre précédemment 500 millions pour 18 pays), et par la volonté de plusieurs pays, Allemagne en tête, d en finir avec une solidarité européenne, la solidarité devant s exprimer au niveau de chaque Etat membre.

La décision qui doit être pise le 23 novembre par les chefs d Etat et de gouvernement de l Union Européenne est d importance.

18 millions d européens sont concernés. L Europe est confrontée à un choix stratégique décisif : ou alors, elle s inscrit dans le dogme de la baisse de la dépense publique, et sacrifie des solidarités qui ont fait la preuve de leur efficacité sociale, ou alors, à un moment où elle vient d obtenir le Prix Nobel de la Paix, elle met les moyens à la hauteur de l objectif qu elle s est elle-même fixée, de réduire la pauvreté d un quart d ici 2020.

La solidarité ne peut pas être invoquée uniquement lorsqu il s agit de sauver le système financier et les banques !

Entre le choix des solidarités avec des hommes et des femmes victimes du capitalisme et de sa crise ou celui d abandonner au bord de la route des millions de personnes dans le besoin, nous avons fait notre choix : celui des solidarités !

Comme l an dernier, nous serons au côté de la Fédération française des banques alimentaires, du Secours populaire français, des Restos du cSur et de la Croix Rouge, pour exiger la reconduction de l aide alimentaire et la revalorisation de son montant. Nous répondrons à toutes les invitations de ces organisations pour que l action engagée permette de pérenniser les aides alimentaires à celles et ceux qui en ont le plus besoin".

Allonnes, le 16 octobre 2012

Gilles LEPROUST, Maire d'Allonnes, Conseiller général de la Sarthe, 1er Vice-président de Le Mans Métropole

Yves BERTHELIN, Conseiller délégué, Président du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste

L\'aide alimentaire européenne doit être reconduite Déclaration 16 octobre 2012